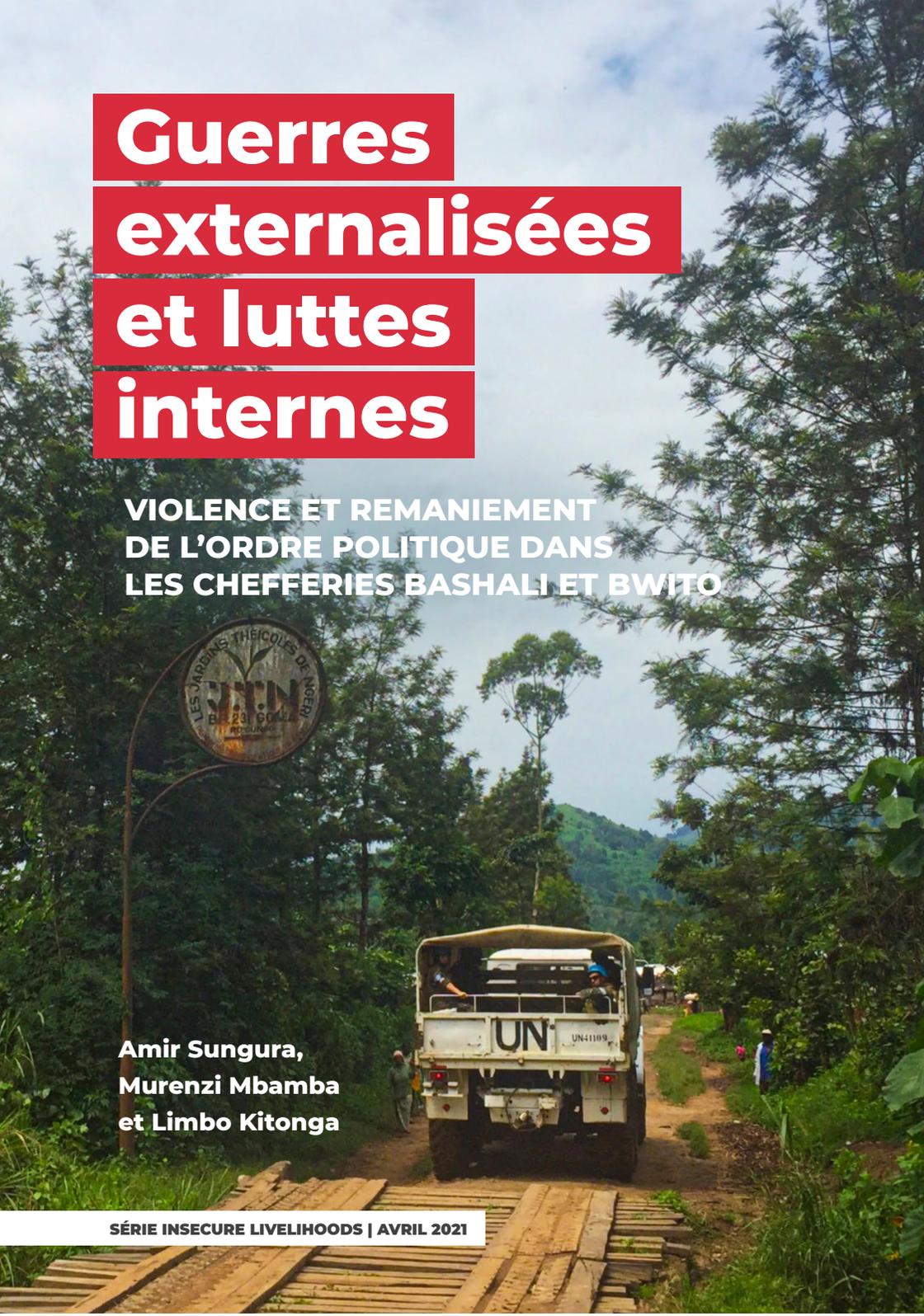


Guerres externalisées et luttes internes

VIOLENCE ET REMANIEMENT
DE L'ORDRE POLITIQUE DANS
LES CHEFFERIES BASHALI ET BWITO

Amir Sungura,
Murenzi Mbamba
et Limbo Kitonga

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS | AVRIL 2021



SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Amir Sungura, Murenzi Mbamba et Limbo Kitonga sont des chercheurs spécialisés dans les dynamiques de conflit en Afrique centrale avec plus de cinquante ans d'expérience cumulative. Ils sont co-fondateurs du Cercle de Concertation, un collectif décolonial de recherche et groupe de réflexion apolitique basé à l'est du Congo.

© 2020 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique

Traduction française © 2021 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot
Directeur de recherche : Christoph Vogel
Responsable projet et formation : Michel Thill
www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia
Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa
www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker
www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Éditorial : Lee Gillette
Traduction : Martial Elfi Kashori
Designer : Marie Wynants, achttien.eu

Guerres externalisées et luttes internes

**VIOLENCE ET REMANIEMENT
DE L'ORDRE POLITIQUE DANS
LES CHEFFERIES BASHALI ET BWITO**

**Amir Sungura,
Murenzi Mbamba
et Limbo Kitonga**



Résumé exécutif

La situation autour de Kitchanga, centre urbanisé aux marges des territoires de Rutshuru et Masisi au Nord-Kivu, demeure instable malgré les efforts considérables de stabilisation et d'analyse. Dans ce rapport, Kitchanga est considéré la plaque tournante d'un complexe géographique et socio-politique plus large, regroupant les chefferies de Bwito et Bashali. Alors que des conflits profondément enracinés persistent dans cette région, ce rapport illustre aussi les nouveaux défis sécuritaires qui remettent en cause le statu quo de l'ordre politique. Il démontre comment l'équilibre du pouvoir, qui tournait autour des FDLR et ses alliés depuis plus de deux décennies, est renversé par les dynamiques militaires depuis 2015. Il illustre en même temps la manière dont la vie quotidienne est façonnée par la perpétuation des conflits autour du foncier, les dynamiques politiques locales et des arrangements de protection armée. De plus, il démontre également les difficultés auxquelles se heurte la stabilisation dans un contexte de combats continus et d'opérations militaires. Conjointement, ces dynamiques constituent de véritables défis pour les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix à court terme.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 LE CONTEXTE DU CONFLIT	9
2.1 Le conflit et ses racines coloniales	9
2.2 Manipulations foncières et identitaires dans un contexte postcolonial	10
2.3 Les guerres de Masisi au début des années 1990	11
3 L'ÉVOLUTION DES CONFLITS : VERS UNE FIN DE PARTIE POUR LES FDLR	14
3.1 Conflits et mobilisation armée depuis 2004	14
3.2 La ténacité des FDLR	16
3.3 L'ascendance spectaculaire du NDC-Rénové	18
3.4 Alliances ambiguës et ordres instables	19
3.5 Recrutement dans les groupes armés	22
4 DYNAMIQUES DU CONFLIT ACTUEL	26
4.1 La violence, l'ordre et la justice	27
4.2 Le foncier, la coutume et les déplacements	32
4.3 Les taxes, l'agriculture et le commerce	36
5 LE RÔLE ET LE DEVENIR DES INTERVENTIONS EXTÉRIEURES	39
5.1 « Il faut éviter de donner de l'eau à ceux qui n'ont pas soif »	39
5.2 Les jeunes et des femmes dans les conflits et la stabilisation	42
5.3 Les obstacles aux efforts de paix et de stabilisation	43
6 CONCLUSION	47
7 BIBLIOGRAPHIE	49

Introduction

« Est-il possible de penser à la paix tout en faisant usage de la violence ? Cela me semble impossible que ce soit pour les groupes armés, l'armée ou la population. Personne n'y gagne. »
(Activiste de la société civile du Nord-Kivu, novembre 2019).

Située entre les chefferies de Bashali (territoire de Masisi) et de Bwito (territoire de Rutshuru), la zone autour de Kitchanga lie un ensemble de dynamiques conflictuelles majeures dans l'Est de la RDC. Il s'agit notamment de tensions sociales, politiques et économiques de longue date et d'une histoire de violence alimentée par des manipulations politiques liées à l'identité et à l'appartenance (opposant les populations dites « rwandophones » aux populations dites « autochtones »), à la contestation du pouvoir politique local, à l'exacerbation des conflits fonciers par les migrations historiques et contemporaines, aux déplacements et accaparement des terres, à la pauvreté généralisée, au chômage ainsi qu'à une pénurie d'infrastructures. Chacun de ces éléments constitue un problème en soi, mais ensemble ils forment une base conjointe de multiples dynamiques de mobilisation armée.¹

Depuis 2014, Kitchanga a été identifié par la stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS) comme l'une de ses zones prioritaires. Malgré les nombreuses initiatives visant à contribuer à la stabilisation

¹ Les auteurs tiennent à remercier CRG et le comité de lecture pour leur soutien. Les noms utilisés sont des pseudonymes.

de la région depuis lors, la situation ne s'est guère améliorée et les efforts de stabilisation restent largement illusoires à Bashali et Bwito. De manière globale, ce rapport examine les deux entités coutumières, en faisant valoir que ses enjeux sécuritaires vont bien au-delà de la seule dynamique (péri-) urbaine de Kitchanga. Il démontre comment en 2019, après des décennies de conflit, l'autorité politique et le contrôle militaire ont à nouveau été réorganisés de manière significative.

Bien que la violence et l'insécurité n'ont jamais cessé depuis les conflits des années 1990 et les guerres régionales qui ont suivi, le contrôle militaire a été quelque peu stable entre 2013 et 2018. Toutefois, l'année 2019 a été marquée par une campagne militaire intense du Nduma Defense of Congo-Rénové (NDC-R) et de ses alliés, agissant en quelque sorte par procuration pour le compte de l'armée nationale congolaise (Forces armées de la République démocratique du Congo, FARDC). Cette campagne a non seulement réduit l'influence des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et de leurs alliés, mais a également entraîné un pic des déplacements internes : selon la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), le nombre de personnes déplacées à Masisi et à Rutshuru est passé de 50 000 à environ 250 000 suite aux combats entre ces alliances dans chacun de ces territoires.

Ce rapport fait état de la situation d'instabilité à Bashali et Bwito. Il étudie comment l'établissement d'un nouvel ordre politico-militaire provoque de nouvelles violences (réduisant à néant certaines interventions de paix précédentes) et comment les nouvelles dynamiques de conflit s'entrecroisent avec des questions plus anciennes. Si l'analyse de la violence à Bashali et Bwito est souvent réduite à des « conflits ethniques » opposant les Bahunde et les locuteurs du Kinyarwanda, ou opposant les Hutu aux Tutsi, ce rapport met en évidence des clivages sociaux, politiques et économiques plus complexes, dont beaucoup se manifestent à nouveau ou plus fortement alors que la compétition autour de l'ordre politico-sécuritaire dans le Bashali et le Bwito s'accroît.

Ce rapport s'appuie sur des analyses antérieures ancrées dans plus d'une décennie de recherches menées par les auteurs, soit environ un millier d'entretiens, actualisés par plusieurs semaines de terrain dans la région de Bashali

et de Bwito en fin 2019, qui ont donné lieu à une cinquantaine d'entretiens avec des parties prenantes de tous bords et de tous niveaux.² Après avoir brièvement exposé le contexte historique, le rapport présente les principales parties prenantes et analyse les caractéristiques du conflit liés à la violence, l'ordre et la justice ; à la terre, la coutume et aux déplacements ; aux taxes, au commerce ainsi qu'à l'agriculture. Il évalue ensuite la façon dont les interventions extérieures influencent le conflit et propose des conclusions et recommandations sur la manière dont les efforts de stabilisation peuvent être améliorés.

² Toutefois, les chercheurs ont annulé deux jours de voyage dans certaines zones de la chefferie de Bwito en raison des combats en cours.

Le contexte du conflit

Si les dynamiques récentes ont un impact majeur sur l'instabilité à Bashali et Bwito, de nombreux dynamiques de violence et de conflit dans la région remontent à un passé lointain, notamment la période coloniale, mais aussi la manipulation politique à l'époque du Zaïre et les guerres qui ont suivi au cours des 30 dernières années. Ce chapitre présente brièvement les racines de la violence, structurées en quatre époques principales de l'histoire mouvementée du Nord-Kivu.

2.1 Le conflit et ses racines coloniales

Le Congo contemporain, découpé en un gigantesque territoire colonial lors de la Conférence de Berlin de 1885, est marqué par des conflits latents et ouverts autour de la gouvernance politique, l'accès aux moyens de subsistance et de production ainsi que la négociation de l'autorité publique à différents niveaux. Au Nord-Kivu, les deux chefferies Bashali et Bwito illustrent parfaitement la manière dont le pouvoir a été conquis et réorganisé autour du besoin colonial de rendre le territoire et les populations administrativement lisibles et économiquement rentables.

Bwito et Bashali ont subi un changement démographique radical et durable sous le régime privé du roi belge Léopold II de 1885 à 1908 et sous la colonisation de 1908 à 1960. L'organisation politico-territoriale de ces deux régions a été multiples fois modifiée par des politiques migratoires et foncières coloniales, souvent violentes et racistes. Ces politiques visaient essentiellement

à favoriser une entreprise coloniale extractive et sa « mission civilisatrice » concomitante.

Le présent rapport ne saurait être exhaustif sur la manière dont les politiques (post-)coloniales ont manipulé et remodelé l'ordre politique, social et économique de l'Est de la RDC dans son ensemble (voir Mathys 2017), mais trois moments clés se rapportent aux aspects les plus controversés.

Tout d'abord, la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB) a fait immigrer de force des travailleurs de la colonie voisine du Rwanda-Urundi (également sous domination belge) et a ainsi modifié les équilibres ethniques prédominants à Bashali et ailleurs.

Si l'identité était fluide dû aux dynamiques migration et circulation multiples et fréquentes avant l'asservissement colonial, cette campagne de migration et de travail forcé a coïncidé avec un deuxième moment clé : la tentative coloniale d'évincer de élites coutumières qui résistaient et de réorganiser l'autorité coutumière selon des critères et catégories d'appartenance imaginaires et figés.

Cela s'est produit dans le contexte d'un troisième moment clé, lorsque les entrepreneurs coloniaux ont procédé au classement à grande échelle des plantations, réduisant les terres pour les populations locales et accentuant ainsi la pénurie provoquée par l'explosion démographique suite à la MIB.

2.2 Manipulations foncières et identitaires dans un contexte postcolonial

Alors que le Congo accède à l'indépendance en 1960, une crise menace le pays. Les toutes premières années, au cours desquelles le règne de Mobutu Sese Seko atteint son apogée en 1965, sont marquées par la guerre dite « Kanyarwanda », qui fragilisa la paix précaire qui régnait dans ce qui est aujourd'hui la province du Nord-Kivu. Ce conflit opposait principalement les Hunde et Nande (qui se considèrent « autochtones ») aux Hutu et Tutsi (dites

« rwandophones »). Les tensions ont été amplifiées par les politiques administratives initiales de Mobutu, considérées au début comme favorisant les populations parlant le kinyarwanda dans l'actuel Nord-Kivu (Jackson 2007).

Les conflits locaux et la violence qui a suivi dans le Bashali et le Bwito ont aussi ensuite été alimentés par la politique de Mobutu. La « Zaïrianisation » au début des années 1970 a touché le pays dans son ensemble et de manière durable. A cette occasion, de nombreuses concessions agro-pastorales ont été reprises par des descendants naturalisés des colons et des élites locales émergentes, souvent rwandophones, dans l'Est de la RDC. Cette situation a renforcé la controversé sur la propriété foncière, créé une ambiguïté juridique entre les règles coutumières et étatiques qui se chevauchent et contribué à l'antagonisme des communautés, souvent stimulées par des propos radicaux et xénophobes des dirigeants politiques respectifs.

Les effets de la Zaïrianisation ont perduré dans les années 1970 et 1980, lorsque les législations foncières et sur la citoyenneté ont vu nationalité zaïroise des populations parlant le kinyarwanda successivement « activée et désactivée », sans tenir compte de leur ascendance et historique de résidence au Zaïre (Jackson 2007 : 483). Si Mobutu a fait adopter de telles lois, dont la plus célèbre est la fameuse loi Bakajika, dans le cadre d'une stratégie plus large visant à diviser pour mieux régner, l'incertitude qui en a résulté a fourni des motifs suffisants pour des mobilisations violentes.

2.3 Les guerres de Masisi au début des années 1990

La première manifestation de cette mobilisation a été la « guerre de Masisi », au début des années 1990, qui a débuté dans le sud de Masisi, précisément Ntoto, avant de se propager vers le Bashali et d'autres régions. Stimulées par des politiques incendiaires pendant l'effondrement du Zaïre et de l'incapacité de l'armée nationale à imposer son ordre, des milices armées ont vu le jour dans diverses communautés, instaurant une logique de violence du type « un œil pour un œil, une dent pour une dent » qui a entraîné des déplacements à grande échelle. Cette violence fut souvent développée sur base de mobilisation et rhétorique ethnique.

Du côté des communautés Hunde, Tembo et Nyanga, il s'agissait des milices Batiri et Katuko (précurseurs des groupes armés Mai-Mai et Raia Mutomboki) tandis que les locuteurs du Kinyarwanda se ralliaient aux milices Kibarizo et Mongol (dirigées par des combattants Hutu), constituant ainsi la genèse des groupes Nyatura actuels opérant dans la région (Groupe d'Etude sur le Congo 2020).

Les clivages de la guerre de Masisi, qui tournent autour de l'accès à la terre et au pouvoir politique local, étaient le reflet d'une moquette administrative entremêlée de « collectivités-chefferies » (entités coutumières héréditaires) et de « collectivités-secteurs » (entités non héréditaires) et des multiples conflits existant au sein de ces entités suite aux déséquilibres de représentativité démographique ainsi qu'aux manipulations politiques et juridiques des gouvernants (Cercle de Concertation 2019). Alors que ces conflits devenaient incontrôlables, des événements régionaux plus larges sont venus compliquer davantage la situation autour du Bashali et du Bwito.

2.4 Les guerres du Congo de 1996 à 2003

Lorsque les forces génocidaires rwandaises composées de milices *interahamwe* et de troupes gouvernementales ont été expulsées du Rwanda voisin vers l'Est du Zaïre par l'Armée patriotique rwandaise (APR) à la mi-1994, plus d'un million de personnes, civils et combattants confondus, ont afflué dans les Kivus. Initialement confinés dans de vastes camps de réfugiés autour des principaux centres urbains, ces camps ont été démantelés de force par l'APR en 1996.

L'inaction de Mobutu face à la militarisation des camps a contrarié Kigali, qui a contribué à la création de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), un groupe hétéroclite dirigé par le rebelle-révolutionnaire Laurent-Désiré Kabila. C'est sous l'étiquette et aux cotés de l'AFDL que l'APR vint disperser les principaux camps, poussant génocidaires autant que réfugiés dans les zones reculées du Zaïre.

Cette campagne s'est poursuivie tout au long de la « première guerre du Congo » de 1996-1997 et a continué par la suite. Si les milices « autochtones » de l'Est du pays ont largement soutenu la campagne de l'AFDL et la lutte simultanée contre les milices Hutu pendant la « guerre de libération », la « deuxième guerre du Congo » de 1998-2003 a connu un changement d'alliances. Après qu'il se soit débarrassé de ses parrains rwandais, Laurent-Désiré Kabila s'est tourné à la fois vers les milices nationalistes Mai-Mai et les groupes ayant succédé aux génocidaires rwandais (appelés à l'époque Armée de libération du Rwanda, ALiR) pour affronter le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) nouvellement créé et soutenu par le Rwanda et l'Ouganda (Stearns 2010).

Le slogan de Kabila était de « combattre les envahisseurs », accusés d'être des substituts de l'APR dirigés par des Tutsis. Il a mobilisé toutes les communautés des Kivus, à l'exception des Banyamulenge et certaines communautés du Nord Kivu parlant le kinyarwanda qui se sont majoritairement rangées du côté du RCD et de l'APR. Ces alliances, malgré leur caractère « ethnique », étaient en grande partie motivées par des considérations politiques liées aux revendications de pouvoir des différents acteurs. À partir de 2004, une série d'accords de paix a facilité la transition par le biais d'un partage du pouvoir, de l'intégration des groupes armés dans une nouvelle armée nationale et de projets de démobilisation ; mais cela n'a pas empêché la violence de rebondir rapidement au Nord-Kivu.

L'évolution des conflits : vers une fin de partie pour les FDLR

Le présent chapitre examine l'évolution du conflit dans les chefferies de Bashali et Bwito depuis la « deuxième guerre du Congo ». Il fait un résumé de l'évolution de la mobilisation armée entre 2004 et 2018 en vue de mettre en contexte trois principaux enjeux qui caractérisent la situation difficile persistante de ces régions : le rôle des FDLR et de leurs alliés, l'avancée du NDC-Rénové dans le Masisi et Rutshuru, et les dynamiques plus larges provoquées par un ordre politique instable, des guerres par procuration et la militarisation (Vogel et Stearns 2018).³ Des observations générales sur la typologie de recrutement et de la mobilisation armée à Bashali et Bwito suivront en conclusion du chapitre.

3.1 Conflits et mobilisation armée depuis 2004

C'est à la veille des élections démocratiques nationales de 2006, les toutes premières depuis quarante ans, que la situation sécuritaire au Nord-Kivu s'est à nouveau détériorée lorsqu'en 2004, d'anciens éléments du RCD, menés par Jules Mutebusi et Laurent Nkunda, se sont rebellés pour former ce qui allait devenir le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Alors que Mutebusi s'est brièvement fait connaître pour avoir réussi à assiéger

³ Pour de courtes descriptions biographiques des groupes armés mentionnés dans ce rapport, voir www.kivusecurity.org.

Bukavu en 2004, Nkunda a mené une insurrection plus durable et a pris le contrôle de vastes régions du Bashali et du Bwito jusqu'en 2009.

Comme pour les rébellions précédentes, le CNDP a reçu un soutien du Rwanda et a provoqué une contre-mobilisation locale. Différentes milices Hutu, Hunde et Nande se sont regroupées au sein du PARECO (Patriotes résistants congolais) et ont affronté le CNDP entre 2006 et 2008. Pendant ce temps, les FDLR (groupe ayant succédé à l'ALiR depuis 2000) sont restées un pivot militaire dans la région. La plupart des violences qui ont suivi se sont concentrées à Masisi et Walikale (Stearns 2013). L'accord d'intégration de 2009 conclu avec Kigali a permis de réintégrer le CNDP (et de placer Nkunda en résidence surveillée au Rwanda) dans l'armée congolaise, bien que les hiérarchies militaires de l'ex-CNDP sont restées quasiment intactes. L'accord avec le CNDP a également donné lieu aux opérations *Umoja Wetu*, au cours desquelles les troupes congolaises et rwandaises ont combattu les FDLR. Ces opérations, outre leurs lourdes retombées humanitaires, ont considérablement réduit les effectifs et le territoire des FDLR.

Peu après, à la suite d'un processus de restructuration de l'armée congolaise, connu sous le nom de « régimentation », des espaces vides y résultants ont permis aux FDLR de se reconstituer. Cela a eu pour conséquence l'émergence d'une nouvelle vague décentralisée de milices locales baptisées Raia Mutomboki (« citoyens en colère ») et de multiples combats entre eux et les rebelles rwandais depuis 2010 (Vogel 2014). Suite aux élections de 2011, le Mouvement du 23 mars (M23) est apparu comme la dernière variante des rébellions dites « Tutsi » à l'Est de la RDC, bénéficiant de réseaux d'ex-CNDP jamais démantelés au sein des FARDC. En 2013, le M23 a été battu par une coalition des FARDC, la nouvelle Brigade d'intervention de l'ONU et plusieurs forces auxiliaires cooptées (dont l'ex-PARECO, qui s'est à nouveau scindée en milices plus petites). Cependant, le troisième programme national de démobilisation qui a suivi n'a connu beaucoup plus de succès que ceux qui l'ont précédé.

Le contexte militaire des Kivus reste depuis lors caractérisé par une fragmentation et recomposition constante des groupes armés. Bashali et Bwito sont parmi les zones les plus dynamiques à cet égard et sont ancrées dans de

longues traditions de mobilisation armée ainsi que dans des luttes locales intenses. L'espace géographique autour de Kitchanga, situé aux confins des pâturages du Masisi, des basses terres forestières de Lubero et les volcans dans le Rutshuru, a toujours été le théâtre d'intérêts divergents et d'affrontements politiques. De plus, la destruction quasi-totale de Kitchanga en 2013, à la suite d'affrontements entre l'armée et des groupes armés locaux, a renforcé la suspicion, la méfiance et la peur au sein des populations locales et à l'égard des institutions gouvernementales. Le conflit ayant duré plus que deux décennies, nombreux sont ceux qui ont fini par considérer Kitchanga comme un lieu plus sûr que les villages environnants, ce qui explique sa remarquable croissance et l'installation de nombreux camps de déplacés dans ses environs (Mathys et Buescher 2018). Entre-temps, les opérations militaires et les campagnes intrépides des Raia Mutomboki ont affaibli les FDLR, ce qui a conduit à leur relocalisation vers le Bashali et le Bwito, où elles resteront le pivot du pouvoir militaire. Dans un contexte de dynamique instable de mobilisation armée et une topographie de dizaines de belligérants différents à la suite d'un décompte en 2017, les FDLR sont demeurées depuis lors, grâce à leurs alliances et le fait d'éviter les opérations militaires auxquelles elles sont confrontées, un point d'ancrage principal du conflit (Vogel et Stearns 2018).

3.2 La ténacité des FDLR

Les FDLR ont été confrontées à de multiples défis militaires au cours de la décennie qui s'achève et depuis 2010, leur marge de manœuvre n'a cessé de se réduire. A la suite des opérations *Umoja Wetu* en 2009, menées conjointement par les armées congolaises et rwandaises, les FDLR ont subi d'importantes pertes. Entre 2012 et 2014, les Raia Mutomboki qui les ont chassées définitivement de Shabunda et du sud de Walikale. Une nouvelle vague de mobilisation Nyanga et Nande, au sein du NDC-Rénové et des Mai-Mai Mazembe, a suivi entre 2014 et 2016 depuis le Walikale et le Lubero.

Les FDLR sont depuis lors confinées à Bashali et Bwito. Vers la mi-2016, la scission la plus importante du groupe s'est produite : en proie à des dissensions internes, sous une pression croissante depuis le début des

opérations Sukola II des FARDC (les premières opérations majeures de l'armée contre les FDLR depuis près de dix ans) et la perte de son quartier général fin 2015, les FDLR se sont scindées en deux. Si les *FDLR-Forces combattantes Abacunguzi* (FOCA) sont restées sous le commandement de Sylvestre Mudacumura et Victor Byiringiro, une aile rivale dirigée par l'ancien vice-président Wilson Irategeka a pris le nom de Conseil national pour la restauration de la démocratie (*CNRD-Ubwiyunge* (Nations unies 2017)). Bien que les deux factions aient rassemblé environ la moitié des troupes et des équipements, le CNRD a rallié toutes les unités du Sud-Kivu et une partie de celles du Nord-Kivu, établissant ses bases dans le nord-ouest de Bashali. Quant aux FDLR, elles ont consolidé leur présence dans le sud-est de Bwito, y compris à l'intérieur du parc national des Virunga. Immédiatement après la scission, des affrontements ont éclaté entre les deux factions rivales, attirant ainsi l'attention des milices congolaises Hutu qui ont ensuite fait allégeance soit aux FDLR, soit au CNRD (les FDLR ayant rallié le plus grand nombre). Les FARDC ont à leur tour saisi cette opportunité pour utiliser le CNRD comme force avancée dans leurs opérations Sukola II autour de Kitchanga. Pendant ce temps, les FDLR ont subi une deuxième offensive, la milice Mazembe basée à Lubero et le NDC-Rénové en pleine expansion ayant augmenté la pression sur Bwito (Groupe d'Etude sur le Congo 2020).

Pourtant, le groupe rwandais a une fois de plus échappé à sa ruine et s'est replié sur des techniques de combat évasives et le recours à des alliés locaux. Évitant que ses propres unités ne soient mêlées aux combats contre le NDC-Rénové, les Mai-Mai Mazembe, le CNRD ou les FARDC, les FDLR ont intensifié la formation de milices Nyatura alliées qui supporteront le poids de la confrontation militaire en leur nom. Si les FDLR disposent de plusieurs forces satellites et ont de bonnes relations avec d'autres groupes comme l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), la Coalition des mouvements pour le changement (CMC) représente leur atout majeur depuis 2016. Dirigée par Dominique Ndaruhutse, la CMC comprend des ex-PARECO, des Congolais ex-FDLR renvoyés pour des raisons tactiques, ainsi que des Hutu congolais nouvellement recrutés, dont la plupart ont suivi une formation militaire dans le « groupement d'écoles » des FDLR.

En résumé, la prolifération et la fragmentation concomitantes des groupes armés ainsi que les opérations anti-insurrectionnelles des FARDC ont amplifié l'impact de la politique armée sur les dynamiques socio-économique. Si cela a contribué à affaiblir le pouvoir politique et coutumier local (dont une bonne partie fait face à de nombreuses contestations au cours des dernières décennies), cela a également encouragé les rackets de protection de tous les belligérants, amplifié les déplacements et légitimé la violence comme étant un outil de résolution des conflits fonciers.

3.3 L'ascendance spectaculaire du NDC-Rénové

C'est en 2008, dans le territoire de Walikale, que le *Nduma Defense of Congo (NDC)* s'est imposé comme une milice ethno-nationaliste, motivée par la résistance à l'exploitation « étrangère » des mines de cassiterite de Walikale. Sous la direction de Sheka Ntabo Ntaberi (qui fera plus tard objet d'un procès militaire à Goma pour crimes de guerre), le NDC était le groupe armé principal de Walikale entre 2008 et 2014 et bénéficiait du soutien des chefs coutumiers et des politiciens locaux favorables à ses objectifs. Un certain nombre de facteurs ont ensuite contribué à la chute de Sheka, notamment son style de leadership autoritaire qui a contribué à la perte de ses proches associés, un mandat d'arrêt qui a fait de lui une menace pour l'image du groupe et sa tendance à bâtir des coalitions erratiques (en collaborant d'abord avec les FDLR, puis avec les cercles de l'ex-CNDP/M23) qui a énervé ses alliés politiques. En 2014, après que Sheka ait snobé Paluku (gouverneur du Nord-Kivu à l'époque) lors d'une réunion à Binyampuri, la donne a changé et des commandants clés du NDC ont conspiré avec des politiciens Nyanga et des commandants FARDC pour prendre le contrôle du mouvement.

C'est en septembre 2014 que le commandant en second du NDC, Guidon Shimiray Mwissa, a révélé la création de son groupe dissident, le NDC-Rénové. Entraînant avec lui la majorité des combattants du NDC, Guidon a mis Sheka à l'écart et a entamé une campagne d'expansion à travers Walikale, Lubero et Masisi. S'appuyant sur des propos ethno-nationalistes (la lutte contre les FDLR) et une entreprise économique sophistiquée (taxes, or, bois et autres sources de revenus), le NDC-Rénové de Guidon a réussi à rassembler dans ses

rangs au moins une demi-douzaine de petits groupes armés et a largement bénéficié du soutien de l'armée en échange de son rôle de principal dans la lutte contre les FDLR pour le compte de Kinshasa. Après avoir pris le contrôle de vastes parties du nord de Walikale à la fin de 2015, Guidon a lancé des opérations dans le sud de Lubero où, tout au long de 2016 et 2017, il a conclu des alliances éphémères avec des milices Nande pour chasser les FDLR de certaines zones telles que Bunyatenge, Bukumbirwa, Buleusa et Luhanga (Groupe d'Etude sur le Congo 2020). Après avoir consolidé ses positions en 2018, en se concentrant sur la réorganisation interne et sur divers rackets commerciaux, le NDC-Rénové est passé à l'offensive dans le nord de Masisi et l'ouest de Bwito, en s'attaquant aux bastions des FDLR et de la CMC.

3.4 Alliances ambiguës et ordres instables

Pour comprendre la dynamique actuelle du conflit à Bashali et Bwito, il est indispensable de prendre en compte à la fois la lutte pour la survie des FDLR et l'expansion spectaculaire du NDC-Rénové. Farouchement hostiles l'un à l'autre, les deux belligérants dominants de la région du Petit Nord au Nord-Kivu (Masisi, Walikale et Rutshuru) emploient paradoxalement des stratégies de guerre, de domination locale et de subsistance économique assez similaires. Cette section examine l'évolution actuelle des alliances militaires et de l'ordre politico-économique dans le Bashali et le Bwito, tant du côté des FDLR que du NDC-Rénové. Les FDLR, en dépit de leur affaiblissement au fil des ans, bénéficient toujours de réseaux de soutien soigneusement entretenus parmi les milices congolaises Nyatura, telles que la CMC, mais aussi l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), une milice Hunde dirigée par Janvier Karairi Buingo ; les deux étant issues de l'ancien PARECO (Stearns 2013).

Guidon Shimiray, dans sa campagne d'expansion, a noué des alliances similaires. En cooptant d'autres groupes armés dans ses rangs, le NDC-Rénové a consolidé sa réputation de force nationaliste mais multiethnique chargée de protéger et de libérer les populations « autochtones ». Si ces affirmations sont à prendre avec une certaine retenue compte tenu des rackets de taxation

lourds du NDC-Rénové, le groupe a bel et bien réussi à semer la discorde au sein de l'APCLS à la fin 2018. Si les combattants fidèles à Karairi sont restés proches des FDLR, un groupe dissident dirigé par l'ancien commandant adjoint de l'APCLS, Mapenzi Likuwe, a rejoint le NDC-Rénové et a soutenu sa percée dans le nord de Masisi. En 2019, alors qu'il progressait vers Mweso et Kitchanga, le NDC-Rénové a également exercé des pressions sur des milices plus petites, dont certains Nyatura non-alliés aux FDLR, et a ensuite consolidé ses rangs avec des déserteurs de divers groupes armés, notamment les Nyatura de Kavumbi. Parallèlement, le NDC-Rénové a démantelé le CNRD dans le nord de Bashali et ensuite lancé des offensives militaires intenses contre la CMC, ce qui a conduit au décès de leur ancien commandant adjoint, Muhawenimana Bunombe (alias John Love), en avril 2019. De leur côté, les FDLR ont réussi à rallier d'autres factions Nyatura (celles dirigées par Jean-Marie et Nzayisenga) et les troupes restantes de l'APCLS à son périmètre de protection dans le sud de Bwito.

La stratégie du NDC-R reflète également la volonté de donner une image de « libérateur » à Guidon : très tôt, lui et ses collègues commandants ont utilisé la méthode de la carotte et du bâton pour rallier les autorités locales des différents groupes ethniques à leurs efforts de propagande et de gestion. Cela a donné lieu à des apparitions publiques soigneusement orchestrées dans les zones nouvellement conquises autour de Mweso et Kitchanga. Plutôt que de simplement faire plier les autorités locales par la brutalité, la stratégie de Guidon consistait à les intégrer à ses rackets de protection, à vendre le NDC-Rénové comme une force de libération et à forger une idéologie convergente visant les FDLR étrangers et non les groupes armés Hutu congolais ou les populations civiles au sens large. Si les alliés étroits des FDLR au sein de la CMC ont décliné la plupart des rapprochements et invitations du NDC-Rénové, de petits groupes Nyatura ont rejoint les rangs de Guidon et rares sont les dirigeants Hunde, Hutu ou Tutsi qui contestent ouvertement le NDC-Rénové dans la zone.

Qu'il s'agisse des soi-disant « libérateurs » du NDC-Rénové ou « assiégeants » des FDLR, les deux groupes utilisent quasiment les mêmes mécanismes pour générer leurs revenus. Connus sous le nom de « logistique non-conventionnelle » au sein des FDLR, ce système comprend diverses techniques

légales et illégales, violentes et non-violentes. Du côté des FDLR, la taxation et le commerce du charbon de bois occupent une place prépondérante, notamment dans la protection du commerce du charbon de bois géré par des civils Hutu de la région de Bwito en échange de taxes. Si les relations entre les FDLR et l'armée se sont envenimées davantage suite à la nouvelle collaboration NDC-R/FARDC, ces tensions semblent moins affecter le commerce du charbon de bois qu'elles contrôlent conjointement.

De part et d'autre, l'accent est mis sur la taxation des personnes et des biens dans leurs zones de contrôle respectives, même si le montant, la fréquence, la monnaie (en liquide ou en nature) et la justification peuvent varier. Souvent, les principaux types d'impôts prennent la forme de rackets de protection et invoquent des notions implicites ou explicites de sécurité exprimées dans leurs dénominations, notamment « appui à la sécurité », « nourriture pour les troupes » (*chakula ya jeshi*), « effort de guerre » (*mukongoro*) ou « dormez en paix » (*lala salama ou ndengera buzima*). Ces euphémismes sont d'ailleurs courants parmi nombreux acteurs armés de la région.

Si ce type de taxation est monnaie courante chez de nombreux groupes armés, le NDC-Rénové et les FDLR ont affiné et sophistiqué leurs techniques. Fin 2019 par exemple, la principale taxe du NDC-Rénové consiste en un impôt de capitation d'environ un dollar américain par adulte et mois, taxe contre laquelle un jeton est délivré. Du côté des FDLR, de la CMC et des APCLS, des taxes similaires existent. En outre, tous les belligérants, y compris certaines unités de l'armée, disposent d'une variété d'autres formes de taxation, tels que sur le stockage ou le transport de marchandises, la circulation des motos et voitures jusqu'aux permis de sciage et de port de fusils de chasse. Ces formes de taxation sont particulièrement visibles autour de Mweso et Kitchanga, ces cités étant des pivots pour le commerce local et carrefours financiers informels en raison de la présence humanitaire. Leur concentration démographique font d'elles des centres de l'économie locale (Cercle de Concertation 2019 ; Mathys et Buescher 2018).

Tant le NDC-Rénové que les FDLR visent en apparence à entretenir un minimum de relations cordiales avec les autorités administratives et coutumières locales. Etant originaire du Rwanda, les FDLR sont quelque part étrangers à

Masisi malgré leur longue présence, tandis que le leadership du NDC-Rénové est originaire de Walikale. Néanmoins, les deux belligérants collaborent avec les chefs locaux, les officiers de la police et d'autres institutions sur certaines questions de justice et les associent occasionnellement dans leurs opérations fiscales. Un autre point commun est que ni Guidon Shimiray ni les FDLR n'hésitent à recourir à des mesures brutales pour imposer des taxes et punir ceux qui résistent à leurs objectifs stratégiques, économiques et militaires fondamentaux.

Ces ressemblances sont frappantes, étant donné que les FDLR et le NDC-R (ainsi que leurs alliés respectifs) représentent les deux grandes puissances militaires (mais opposées) de la zone. De plus, la « logistique non-conventionnelle » des FDLR est une machinerie bien établie et efficace pour générer des revenus et, bien que le NDC-R agisse de la même manière à bien des égards, il n'utilise pas de terminologie spécifique pour désigner ses activités extractives. Sur le plan géographique, les FDLR et leurs alliés (CMC et APCLS) contrôlent le sud du Bwito en fin 2019, lorsque le NDC-Rénové contrôle la majeure partie du Bashali. Il bénéficie de l'approvisionnement en armes et munitions par des unités de l'armée nationale mais aussi de sa complaisance – laissant au NDC-Rénové le champ libre pour gouverner et taxer un immense territoire (y compris ses zones de contrôle à Walikale et Lubero). Malgré le mandat d'arrêt émis par les FARDC à l'encontre de Guidon Shimiray, l'alliance tacite prévoyait également des barrages routiers et des opérations militaires conjointes contre l'alliance CMC et FDLR. Cela explique en partie la présence accrue des FARDC dans les zones urbanisées, où les l'armée a généralement plus de poids que dans les zones reculées faiblement peuplées.

3.5 Recrutement dans les groupes armés

Il est important de comprendre mieux le recrutement dans les groupes armés, comme en témoignent les dynamiques continues de mobilisation armée à Bashali et Bwito. Si la vague reddition dans le Bashali et le Bwito cadrent avec une dynamique globale dans l'Est de la RDC (plusieurs centaines de combattants se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC depuis

les élections) en 2019, ces progrès risquent de ne pas durer en raison de l'absence d'un programme de DDR viable et de la persistance des dynamiques de mobilisation en 2020. Les processus de recrutement ainsi que les motivations individuelles et collectives des combattants varient d'un cas à l'autre.

Dans cette section, nous essayons de fournir un aperçu des principales tendances. Le recrutement au sein des groupes armés dans l'Est de la RDC, Bashali et Bwito inclus, se présente souvent comme une combinaison de facteurs contraignants et volontaires. Le plus souvent, les jeunes hommes sont ciblés, car ils sont plus susceptibles d'être recrutés pour un bon nombre de raisons. Si cela inclut des aspects bien connus, des observations récentes relèvent que des pressions sociales et politiques, moins évidentes, conduisent au « recyclage des rebelles » (Vogel et Musamba 2016) et à un « retour circulaire » (Vlassenroot et al. 2020) des combattants entre la vie civile et militaire.

Pour être considéré adulte dans la société par exemple, un jeune homme en RDC doit prouver sa capacité à subvenir aux besoins d'une famille. Pourtant, le modèle classique d'acquisition de la terre comme moyen de subsistance de la famille a été bouleversé par des décennies de conflit. Il convient de souligner plusieurs facteurs convergents, notamment les déplacements forcés dus à l'insécurité, les différentes logiques de dépossession (concessions, accaparement de terres, remise en cause des normes coutumières de distribution des parcelles, etc.). L'exploitation minière artisanale est devenue en revanche un débouché indispensable en raison de son caractère mobile et itinérant qui dissocie largement les moyens de subsistance des espaces géographiques fixes, et donc stratégique pour les populations confrontées à des déplacements continus.

De la même manière, appartenir à un groupe armé est une activité parfois attrayante pour une partie de la population. Certains chefs de groupes armés semblent se lasser de cette situation et inscrivent dans leurs répertoires ces aspirations et la perspective de gagner de l'argent rapidement. Cela ne constitue cependant que partiellement leur stratégie de recrutement, qui englobe des récits plus larges évoquant fréquemment l'autodéfense et la revendication des droits et de la souveraineté face à des menaces

extérieures (souvent amplifiées), qu'il s'agisse de milices issues de communautés « rivales », d'unités militaires prédatrices, d'un contrat social rompu avec le gouvernement ou de l'ingérence des pays voisins. Faute d'un système éducatif plus solide, de nombreux jeunes chômeurs, ou ceux dont le passé est marqué par des traumatismes et des pertes, sont séduits par ces arguments.

Ces dynamiques socio-politiques locales sont souvent bien comprises par les chefs des groupes armés et leurs recruteurs qui s'en servent pour appâter les jeunes dans leurs rangs, bénéficiant parfois de l'appui des élites locales qui soutiennent les groupes armés soit par conviction idéologique ou par intérêt personnel. Une fois dans un groupe armé, les jeunes sont initiés à la vie militaire. Ce processus implique l'insertion dans des structures militarisés (ce qui pose défis aux projets de démobilisation et pousse certains ex-combattants à réintégrer les groupes armés), dans lesquelles existe la pression des camarades qui complique le départ des jeunes et leur réintégration dans la vie civile. Outre, les commandants de groupes armés sanctionnent souvent sévèrement toute tentative de désertion.

Le NDC-R et la CMC (soutenue par les FDLR) sont les deux factions armées les plus actives à recruter dans Bashali et Bwito en 2020. Les deux ont la réputation d'utiliser un mélange de ces stratégies, en y ajoutant certains éléments spécifiques à leurs modes de recrutement. Là encore, on retrouve souvent un mélange d'approches contraignantes et persuasives avant qu'une recrue ne soit intégrée, ne devenant principalement contraignante qu'une fois l'individu enrôlé. Si les stratégies et les motivations individuelles en matière de recrutement sont complexes et peuvent varier d'un cas à l'autre, quelques tendances générales sont remarquables pour le NDC-R et le CMC.

Selon des dizaines d'entretiens avec d'anciens combattants de la CMC, celle-ci aurait récemment bénéficié de l'adhésion de ressortissants congolais précédemment enrôlés dans les rangs des FDLR. Les FDLR, réticentes à l'idée d'avoir des ressortissants congolais dans leurs rangs, ont mis en œuvre une stratégie d'externalisation de ces derniers vers leur allié, la CMC. Entre-temps, une formation militaire est proposée par les FDLR pour soutenir le recrutement de la CMC. Par ailleurs, le recrutement de la CMC insiste de plus en plus sur le nationalisme Hutu, cherchant à rallier les jeunes par la diatribe

ethnique et consolidant son image de défenseur local des populations Hutu dans la région de Bwito.

Parallèlement, les stratégies de recrutement du NDC-R se sont adaptées à son expansion progressive. Si, au départ, son recrutement ciblait principalement l'ethnie Nyanga, ainsi qu'occasionnellement les Kumu et les Kobo, sa mobilisation s'oriente de plus en plus vers un répertoire plus large de libération et d'autodéfense contre les étrangers, plus particulièrement les FDLR. En outre, il associe cette idéologie à une méthode de « la carotte et du bâton », en se forgeant la réputation d'être l'un des rares groupes à offrir un salaire relativement constant tout en contraignant les jeunes à le rejoindre. Associé à une habile construction d'alliances (notamment avec la faction APCLS de Mapenzi) et à un patronage politique (profitant des dirigeants Hutu congolais qui négocient la cooptation des anciens groupes Nyatura), cet ensemble a permis au NDC-R de se développer rapidement, néanmoins l'on peut observer des signes de divisions internes dues à cette croissance rapide qui finiront par être exploités pour engendrer la scission du groupe en juillet 2020 et l'effondrement partiel du NDC-R.

Dynamiques du conflit actuel

Ce chapitre analyse les caractéristiques du conflit décrites précédemment et élargit le champ au-delà d'une simple perspective centrée sur les belligérants et les dynamiques militarisées. En trois sections interconnectées (« violence, ordre et justice », « foncier, coutume et déplacement » et « taxes, agriculture et commerce »), il analyse les enjeux et les intérêts qui entraînent les conflits et la violence, les dynamiques qui les alimentent et aggravent, leurs racines et logiques fonctionnelles, ainsi que leurs principaux protagonistes et leur impact respectif.

Si les conflits et la violence à Bashali et Bwito sont complexes et entremêlés, une grande partie de la contestation est liée au conflit foncier et identitaire ainsi qu'aux difficultés d'accès aux moyens de subsistance et à la représentation politique. De plus, la majeure partie des conflits actuels à Kitchanga et dans ses environs s'inscrivent dans des contingences historiques de violence depuis plus de 25 ans. Considérant que cela suppose que personne de moins de 35 ans n'a de souvenirs importants et saisissables d'un passé relativement paisible (ce qui pourrait facilement représenter plus de la moitié de la population de la région en l'absence d'un recensement fiable), cela a également conduit à l'enracinement de la violence désormais considérée « normale » et moyen toléré de résolution des conflits, comme le suggèrent de nombreux interlocuteurs. Le travail sur le terrain a cependant révélé que les populations civiles sont également de plus en plus frustrées par la violence, ce qui suggère que dans le long terme, la capacité des groupes armés à légitimer leurs actions pourrait devenir limitée.

4.1 La violence, l'ordre et la justice

La majeure partie du conflit à l'Est de la RDC est motivée par le désir d'établir un nouvel ordre politique ou de remplacer l'existant. Bien qu'ils existent d'autres techniques de gouvernance pour négocier, revendiquer ou imposer l'ordre politique, le fait que la violence armée fleurit depuis 25 ans a renforcé les liens entre l'établissement de l'ordre et l'utilisation de la force armée (Vogel et Stearns 2018). Cette tendance est manifeste dans les forces de sécurité régulières telles que les FARDC, la Police nationale congolaise (PNC) ou parmi des agents de renseignement, ainsi que dans les acteurs non étatiques armés de toutes sortes, y inclus des milices identifiables et groupes rebelles dotés d'un minimum de structure et d'organisation, mais aussi des gangs et autres acteurs criminels.

La région de Kitchanga est devenue un épïcentre de guerres et de conflits successifs, et les enjeux politiques, économiques et sociaux qui s'y rattachent sont nombreux. Les affrontements armés fréquents et autres incidents, y compris des meurtres et embuscades, ont continué à faire rage en 2019 et sont parfois de nature politique. Néanmoins, souvent cette justification politique de la violence n'est pas évidente. Les groupes armés dans le Bashali et le Bwito, ainsi que certaines unités FARDC recourent à des techniques similaires en dépit des différences idéologiques et s'engagent également dans des formes de violence plus dépolitisées, parfois criminelles :

Je ne distingue aucune différence. Auparavant, nous avions les Nyatura, l'APCLS et les FDLR à Bashali-Mokoto, maintenant nous avons le NDC-Rénové qui utilise les mêmes formes de harcèlement. (Bashali, novembre 2019)

L'ordre militarisé qui prévaut à l'Est de la RDC est aussi caractérisé par des arrestations arbitraires, des exécutions extrajudiciaires, des enlèvements, des violences sexuelles et différents types d'extorsion. S'ils dénotent l'abus de pouvoir et le caractère criminel du conflit, ils s'inscrivent souvent dans un (au moins prétendu) contexte politique, comme lors de la prise pour cible des « traîtres » à une cause donnée.

La confrontation entre le NDC-Rénové et la CMC a constitué en 2019 un élément déterminant de la contestation de l'ordre établi. Le NDC-Rénové avait

avancé depuis décembre 2018 sur la route Pinga-Mweso. Si auparavant le NDC-Rénové s'étendait ailleurs, la défection de Mapenzi Likuwe de l'APCLS et l'intégration complète de son Lola Hale/APCLS-Rénové dans les rangs de Guidon au début de 2019 ont facilité cette avancée. Soutenu par des politiciens de la région, la consolidation du NDC-Rénové a également permis de disperser de nombreuses petites milices (principalement des groupes Nyatura issus de l'ancien Nyatura-Groupe de Sécurité de Kasongo Kalamo) au sud de la route Pinga-Mweso et d'expulser le CNRD de ses bastions au nord de cette même route (Groupe d'Etude sur le Congo 2020).

L'opération ayant été couronnée de succès, le NDC-Rénové a même incorporé de nombreux combattants Nyatura, parmi lesquels des commandants tels que Batachoka et d'autres. Comme pour la défection de Mapenzi Likuwe, certains de ces développements ont été influencés par les élites locales : après que la faction Nyatura de Kavumbi a été démantelée, les chefs coutumiers et les politiciens de Bashali ont négocié le recrutement de Batachoka, Mungwete, Apollo et d'autres par le NDC-Rénové.

Au cours du second semestre 2019, le NDC-Rénové a poursuivi son avancée vers Mweso et Kitchanga et a entamé des opérations vers le Bwito. Alors que le groupe avait coopéré avec des unités de la CMC dans sa campagne contre le CNRD, les deux forces se sont brouillées lorsque Guidon Shimiray a demandé des offensives conjointes contre les FDLR, demande que la CMC a rejetée. Les deux groupes se sont affrontés par la suite au nord de Mweso, où John Love a été tué, lorsque le NDC-Rénové progressait vers les régions de Nyanzale et de Katsiru. Sa progression ne s'est arrêtée que brièvement à la suite du meurtre du chef militaire des FDLR, Mudacumura, en septembre 2019. Bien qu'il n'ait pas été tué par le NDC-Rénové, sa mort a déclenché une réaction féroce de la CMC, expulsant temporairement les troupes de Guidon du Bwito. En novembre 2019, le vent a tourné de nouveau. Sous la pression des opérations du NDC-Rénové et des FARDC, la CMC et les FDLR ont subi de nouvelles défections et pertes de commandants. Les rapports de force n'ont pas vraiment changé en dépit du fait que l'APCLS de Janvier Karairi et les groupes Nyatura de Jean-Marie et Nzayisenga ont fui Masisi pour rejoindre la CMC. Au contraire, la violence contre les civils s'est intensifiée, comme c'est souvent le cas lorsque des groupes armés arrivent dans une région dont ils ne sont pas originaires.

Il est difficile de comprendre la compétition pour l'autorité et le territoire opposant le camp du NDC-Rénové à la coalition de la CMC, des FDLR et de l'APCLS sans tenir compte du rôle de l'armée nationale. Depuis la création du NDC-Rénové en 2014, des documents confidentiels de la MONUSCO ne cessent de souligner que le groupe bénéficie du soutien de l'armée. S'il n'y a guère eu de preuves tangibles au cours de leur avancée à Lubero (en dehors d'un cessez-le-feu temporaire), la campagne du NDC-Rénové à Bashali et Bwito présente une réalité beaucoup plus claire. Les deux forces ont installé des camps et des barrages routiers à une distance raisonnable sans s'immiscer dans les affaires de l'autre. Alors que cela a conduit à une double taxation des civils, les interlocuteurs ont également souligné que les zones que partagent les FARDC et le NDC-Rénové ont créé une « fausse paix » marquée par une atténuation des combats.

Dans le cadre de cette collaboration, les commandants se réunissent régulièrement et le NDC-Rénové reçoit du soutien du gouvernement et armes, munitions, et uniformes. La majeure partie du soutien matériel a été acheminée par le biais d'un régiment de l'armée opérant autour de Kitchanga, dont les commandants ont déjà été cités par les Nations unies pour avoir organisé le soutien des FARDC aux FDLR du temps où ces forces étaient encore alliées (voir également Groupe d'Etude sur le Congo 2020).

La collaboration se poursuit en dépit des remaniements récents au sein du commandement de l'armée au Nord-Kivu (selon des sources à Goma, cela s'est produit à la suite d'une motion de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, dirigée par des politiciens qui avaient gardé un silence suspicieux lors de la progression du NDC-R). Si certains régiments FARDC semblent être les principaux responsables de ce soutien, d'autres sont également soupçonnés d'être des fournisseurs d'armes et autres formes de soutien au NDC-Rénové.⁴ Une partie de cette collaboration remonte à l'ère du NDC, lorsque des réseaux ex-CNDP au sein de l'armée intégrée ont soutenu Sheka dans les combats contre l'APCLS et les FDLR vers

⁴ Il s'agit des colonels Muhire (basé à Nyanzale), Bisetsa (Rutshuru), Munyakazi (Masisi), Padiri (Sake), Rusimbi (Tongo), Dumu, du major Lebe et colonel Kijenga (Kitchanga), d'un groupe de FARDC basé à Mokoto et d'autres sous commandement du général Innocent Gahizi.

2009 et 2010, tout en s'engageant conjointement dans le commerce de l'étain à Walikale.

Cet appui plus structuré coexiste avec des détournements continus à petite échelle des stocks de l'armée par des soldats individuels qui vendent des munitions à la CMC, aux FDLR et à d'autres, parfois en lien avec le commerce local de la marihuana. Le nouveau régiment des FARDC récemment déployé dans le sud de Bwito, composé d'ex-combattants récemment réintégrés et provenant de tout le Nord-Kivu, constitue un cas spécifique. En activité autour de Kitchanga, cette unité est très souvent accusée de violations des droits de l'homme, notamment de viols, vols et cambriolages. Connues dans la région sous le nom de *musheku*, ces unités sont venues appuyer les opérations de l'armée contre la CMC depuis la mi-2019.

Dans un contexte plus large de conflits, certains incidents spécifiques mettent en évidence la manière dont les tentatives d'établissement de l'ordre coïncident avec des pratiques violentes. Parmi les cas intéressants survenus récemment à Bashali et Bwito, on note les meurtres de « Maman Fina », une célèbre femme d'affaires de Mweso, et du Mwami Kivu Mabuanano, chef de groupement de Bishusha. Ces deux cas illustrent l'absence d'un état de droit, même si la plupart des belligérants ont leur manière particulière de rendre justice. Ces cas s'inscrivent également dans un contexte plus large de meurtres, d'autres cas étant celui du chef coutumier de Tongo en 2016 et de l'abbé Etienne Nsengiyumva en 2018, un prêtre bien connu à Kitchanga.

Le meurtre de Mwami Kivu est survenu dans le cadre d'une querelle entre familles dirigeantes Hunde à Bishusha, une région située à l'est de Kitchanga et majoritairement peuplée des Hutu. C'est le quatrième chef coutumier tué en deux ans dans la région, il a été abattu le 17 janvier 2017 lors d'une embuscade. Le tribunal local a condamné un des suspects, mais celui-ci est sorti de prison peu de temps après, est devenu policier et a été déployé près de Kitchanga. Les commanditaires du meurtre n'ont jamais été identifiés. Cela montre la facilité avec laquelle la violence est utilisée pour (dé)faire de l'ordre politique, ainsi que la disponibilité de la main d'œuvre pour exercer cette violence, dans un contexte de pouvoir coutumier contesté à la fois dans des luttes ethno-démographiques et dans des rivalités autour du

pouvoir coutumier. Si le cas de Bishusha est un exemple des tensions au sein des chefferies Hunde, la contestation du Mwami Nyanguba de Bashali et du chef de groupement exilé Roger Bashali de Bashali-Mokoto sont d'autres. Tout comme ailleurs, l'urbanisation a contribué à l'affaiblissement du pouvoir coutumier. Les citadins étant plus hétérogènes et moins impliqués dans la politique rurale, l'expansion démographique et spatiale de grands centres comme Kitchanga (ou Rubaya, dans le sud du Masisi) renforce la pression sur la légitimité populaire du pouvoir coutumier.

Le cas de Maman Fina met en évidence la difficulté de trouver un équilibre entre proximité et distance avec des belligérants rivaux. Début 2019, elle a été enlevée alors qu'elle voyageait sur un taxi-moto, puis assassinée, son chauffeur a été tabassé puis relâché par la suite. Alors qu'elle transportait des fournitures humanitaires, des interlocuteurs ont souligné à plusieurs reprises qu'elle avait travaillé aussi comme une sorte de contractante logistique pour plusieurs groupes armés dans le passé, et que sa collaboration avec différentes parties aux conflits avait éveillé la suspicion des belligérants.

Ancienne collaboratrice du CNDP, elle a été soupçonnée d'avoir plus récemment collaboré avec le NDC-Rénové. Des officiers de l'armée ont également participé aux efforts visant à négocier sa libération. Si le meurtre de Fina est en lien avec la rivalité entre les groupes armés Hutu et d'autres considérés comme étant en bons termes avec le Rwanda voisin, il aurait été déclenché par une querelle personnelle impliquant la famille du défunt chef des Nyatura, Kasongo Kalamo. Kasongo avait précédemment collaboré avec Fina et a donc encouragé sa femme à réclamer un « héritage » relatif à cette collaboration. Le cas de Fina illustre également, de manière plus générale, comment la gestion des économies locales militarisées est devenue partie intégrante de l'entrepreneuriat local dans ces régions.

4.2 Le foncier, la coutume et les déplacements

Le foncier est une des principales causes de conflit dans les chefferies de Bashali et Bwito. Comme mentionné précédemment, la région a connu des migrations forcées, changements démographiques et économies de

concession à grande échelle, ce qui a rendu l'accès à la terre et son occupation difficile et bien souvent exclusive (Mathys et Buescher 2018). De plus, la contestation de la gouvernance foncière est à l'origine de tensions récurrentes entre concessionnaires et populations, agriculteurs et éleveurs – autant au sein des communautés qu'entre elles. Cela accentue les griefs enracinés dans la répartition inégale des terres entre les agriculteurs locaux et les élites qui détiennent de vastes plantations, souvent assorties de titres et de droits peu clairs et mises en œuvre par des moyens violents, confiant la tâche aux unités des FARDC comme aux groupes armés. En dépit des initiatives de dialogue et de consolidation de la paix qui ont fait partie des programmes de stabilisation et autres, les causes profondes du conflit foncier restent difficiles à résoudre dans un environnement de conflit armé quasi-permanent (Life and Peace Institute 2014).

Le déplacement forcé complique davantage la situation et ne fait qu'aggraver les problèmes fonciers existants. Les déplacements à Bashali et Bwito sont déclenchés par différents facteurs, notamment les affrontements et la fluidité du contrôle territorial des groupes armés, ainsi que les dynamiques d'expulsion, qui mettent à la porte les populations locales (y compris les descendants des anciens ouvriers qui travaillaient dans les plantations, comme cela a été souligné lors des entretiens). Le foncier et la coutume étant intimement liés à l'Est de la RDC, les conflits autour du foncier influencent souvent les luttes pour le pouvoir politique local et vice-versa. En définitive, la difficulté d'accès à la terre pour les populations locales est un facteur majeur qui influe sur l'économie de subsistance locale, et tend donc à amplifier les déplacements internes et la malnutrition ainsi que la radicalisation de la jeunesse.

Les caractéristiques de l'économie coloniale de concession à l'Est de la RDC se manifestent en grande partie dans les dynamiques contemporaines d'utilisation et de propriété des terres. Il existe à Bwito et à Bashali une multitude de plantations à grande échelle, dont la plupart appartiennent aux élites politiques et militaires de la province. S'il n'y a pas de lien direct entre les conflits autour des zones de concession et la contestation ethnique, de nombreux interlocuteurs ont souligné la prépondérance des propriétés acquises soit pendant la Zairianisation ou bien après des conflits récents tels que la « deuxième guerre du Congo ». Cela a entraîné une tendance à transformer

les anciennes terres agricoles en zones de pâturage pour le bétail, ce qui aggrave encore l'insécurité alimentaire et la situation précaire des classes sans terre. Non seulement cette situation contribue au déplacement à long terme, mais elle constitue également un facteur fondamental de violence. Un groupe Nyatura, par exemple, la faction Bohoza d'Apollo, fut né du mécontentement de descendants d'anciens ouvriers auxquels certains propriétaires terriens avaient refusé des droits de jouissance.

Cependant, de nombreux concessionnaires de la région réagissent aux tensions croissantes, dans le but de les apaiser, en accordant l'accès à de petites portions de terre contre des redevances. Souvent, une parcelle de 30 mètres carrés est échangée contre 10 dollars américains par saison ou l'équivalent en nature d'une récolte de pommes de terre, de haricots, de maïs et d'autres cultures propres à la région. Si cette pratique garantit un minimum d'accès, elle met aussi à rude épreuve les revenus agricoles. D'autres en revanche déploient des soldats pour bloquer l'accès aux agriculteurs. Cela a profité aux groupes armés qui ont rallié le soutien des civils dépossédés, notamment à Bishusha. Dans cette région, la CMC a interdit l'accès aux terres à tous les Tutsi, considérés complices des concessionnaires, et a commencé à établir son propre système de location des terres. Néanmoins, ce même groupe armé aurait également reçu des pots-de-vin de la part des concessionnaires en échange de l'assurance qu'il ne revendiquerait son autorité que sur certaines parties de la concession et protégerait le reste au nom des propriétaires.

L'implication des groupes armés dans la gouvernance et les conflits fonciers se fait de différentes manières, qui ont souvent un caractère prédateur. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des concessions, leur objectif est de contrôler l'accès à la terre afin de favoriser leur communauté et leurs intérêts, générer des profits ou encore concrétiser leurs ambitions ethniques et idéologiques. La majeure partie de la population de Bwito et Bashali étant Hutu, il est facile pour les groupes Nyatura et les FDLR de consolider leur légitimité en remettant en cause les concessions détenues par les Tutsis et le pouvoir coutumier Hunde. Les Chefs Hunde, qui représentent aujourd'hui des minorités démographiques dans plusieurs régions de Bwito, sous-traitent à leur tour la collecte des taxes aux Hutu. Cela crée une sorte de trinité quant à la gestion

des terres, dans laquelle les acteurs étatiques sont parfois réduits à un rôle de spectateur (voir également Mathys & Buescher 2018).

Les pratiques de gouvernance foncière des groupes armés ont un caractère inégal et arbitraire et sont souvent associées à des pratiques fiscales respectives (voir plus bas). Si les forces de sécurité régulières ont parfois tendance à agir de la même manière, l'essentiel de la gouvernance foncière armée est exercé par les milices. Les autorités locales sont généralement contraintes de se plier aux ordres des belligérants sous peine de subir des représailles, même si elles sont officiellement impliquées dans la gestion de l'accès à la terre. La CMC, par exemple, contrôle les récoltes et gère la location des parcelles sur les terres qu'elle contrôle. Le NDC-Rénové, quant à lui, se concentre sur des stratégies de taxation diversifiées et « offre » une protection et un accès à tous ceux qui respectent les règles. Cependant, si les combats en cours compliquent davantage l'accès aux terres, un contrôle plus stable (tel que celui instauré dans certaines parties de Bashali) peut également aboutir à une production accrue, et ce malgré la rigueur du régime armé et son caractère extractif.

Le pouvoir coutumier est un autre élément clé dans cette rivalité foncière, et ainsi sa contestation impacte la situation dans le Bwito et le Bashali. Lorsque des autorités coutumières se disputent le pouvoir, elles ont souvent tendance à amplifier les conflits fonciers, étant donné le lien intrinsèque entre coutume et terre, même si, au niveau des villages, le pouvoir coutumier reste légitime lorsqu'il s'agit de négocier l'accès à la terre. Dans les régions où les concessions ou groupes armés n'empiètent pas sur le pouvoir coutumier, les terres sont distribuées par les chefs sur demande, et sont ensuite louées ou vendues (pratique que certains groupes armés ont tendance à imiter), avec les formalités administratives correspondantes, notamment les registres de parcelles. Ces transactions peuvent cependant, dans de nombreuses régions, être contestées en situation de conflit coutumier ou encore offrir aux autorités locales une possibilité de prédation.

Il arrive que certains chefs locaux exigent des paiements de tributs importants (souvent sous forme d'alcool ou de viande) avant même de prêter attention aux sollicitations. Il existe également des cas où les chefs instrumentalisent

les conflits armés en se rangeant du côté d'un belligérant pour (ré)établir leur autorité sur les terres, notamment à Bweru. Burungu est un autre exemple, où un chef de village a été confronté à l'arrivée massive de personnes déplacées en quête de parcelles. Bien qu'il ait cédé à la pression d'une manière ou d'une autre, il a essayé de vendre des terres à des prix excessifs. Par ailleurs, d'autres autorités ont du mal à exercer leur rôle. Tel est le cas de nombreux fonctionnaires délégués, des fonctionnaires intérimaires en charge de l'administration en deçà de l'administration territoriale. La plupart de ceux qui sont affectés à Bashali et Bwito sont contraints de rester à Kitchanga en raison de l'insécurité et des difficultés à se faire accepter.

Les déplacements issus du conflit ne font qu'aggraver les contentieux fonciers déjà existants à Bashali et Bwito, plus particulièrement dans la région de Kitchanga où des milliers de personnes déplacées se rassemblent dans des camps souvent répartis selon des critères ethniques. Ces camps illustrent bien certains des clivages, notamment les conflits fonciers, mais aussi les tensions inter- et intra-communautaires. Il est donc impératif pour les groupes armés de garder la mainmise sur la gestion des camps. L'APCLS, par exemple, a dépêché des agents de renseignement dans un camp majoritairement Hunde afin de véhiculer l'idéologie du groupe et de recruter. Des pratiques similaires sont utilisées par d'autres groupes armés, ce qui reflète le rôle que jouent les camps de déplacés dans leurs luttes politiques et militaires respectives. En outre, la particularité de Kitchanga en tant que zone où sont concentrés et façonnés les flux de population a entraîné à la fois des contestations et des frictions (comme l'illustre la destruction de la cité et les massacres en 2013), mais aussi une sorte de zone neutre dans laquelle tous les belligérants, membres des partis politiques et ethniques, peuvent se déplacer, et dans laquelle les niveaux de violence restent souvent inférieurs par rapport aux environs.

4.3 Les taxes, l'agriculture et le commerce

Si les problèmes fonciers, la gouvernance armée et les luttes coutumières sont des principaux vecteurs du conflit à Bashali et Bwito, une des conséquences majeures de cette situation est la taxation généralisée par de multiples acteurs étatiques et non-étatiques à travers Bashali et Bwito. Comme le soulignent des recherches récentes (Cercle de Concertation 2019), la taxation des produits agricoles, de l'accès à la terre, de la circulation ainsi que les impôts de capitation ou les collectes pour des « efforts de guerre » sont à la fois une source de revenus et un mode de gouvernance pour les belligérants. Les dynamiques de taxation varient d'approches très structurées, comme avec le NDC-Rénové, à des procédés plus diffus employés par des factions Nyatura plus petites. Elles regroupent des pratiques statiques comme les barrages routiers et des formes de taxation ambulantes. En outre, ces pratiques varient selon qu'il s'agit de paiements en liquide ou en nature, de montants et de fréquences. Les principales tendances sont développées dans cette section.

L'impôt de capitation, instauré par des systèmes de jetons, est l'une des principales techniques fiscales utilisées par les groupes armés (et quelques fois par l'armée congolaise). Ce système de jetons, qui existe aussi bien au sein du NDC-Rénové qu'au sein de la CMC, est généralement fixé à 1000 francs congolais par mois (1500 dans certaines régions) et est souvent exigé de toutes les personnes entre 15 et 60 ans. Certaines autorités locales sont exonérées de cet impôt et en échange elles doivent participer à sa collecte aux côtés des membres de groupes armés chargés de cette tâche. En principe, dans le système de « jetons », les recettes fiscales sont centralisées et redistribuées et l'émission des jetons est contrôlée par des commandants de haut rang. Ces taxes sont souvent dénommées par euphémisme en évoquant la sûreté et la sécurité, comme les exemples de *lala salama* et *ndengera buzima* (« se reposer ou dormir en sécurité ») chez les CMC et autres Nyatura, tandis que le NDC-R, comme les FARDC dans certains cas, désigne ces taxes comme un soutien à l'effort de guerre, ou *chakula ya jeshi* et *mukongoro*. Dans les zones contrôlées par le NDC-Rénové, le jeton est également appelé *carte mémoire* pour rappeler la nécessité de ne pas l'oublier ou le perdre. En cas de non-paiement des taxes, de lourdes amendes allant de 50 000

à 100 000 francs congolais et des châtiments physiques sont prévus. La double imposition est fréquente dans les zones contrôlées par les FARDC et le NDC-R, les troupes gouvernementales exigeant bien souvent des taux légèrement inférieurs.

Outre les impôts de capitation perçues aux postes de contrôle et dans les villages, les taxes perçues sur les marchandises transportées ou sur le passage des véhicules (motos, camions, etc.) constituent une source de revenus majeure pour les groupes armés et les militaires. Ces taxes peuvent varier d'un groupe à l'autre et sont souvent perçues en liquide ou en nature. Elles sont souvent collectées à des barrages routiers stratégiques sur la route vers les champs et marchés locaux, ce qui ne permet aux civils de les éviter. Justifiées par la garantie de la sécurité et la nécessité de ravitailler les « protecteurs », ces taxes sont associées aux taxes déjà prélevés par nombreux institutions publiques. Il en résulte que nombre de ces taxes ont des objectifs ou des justifications similaires, ce qui confirme la fragmentation de l'autorité à Bashali et Bwito.

Si les taxes prélevées par des groupes armés plus structurés et par l'armée ont tendance à être plus stables et régulières, elles peuvent néanmoins varier d'une zone à l'autre et des montants élevés s'expliquent souvent par l'insécurité ou les opérations en cours. Les taxes prélevées par des groupes ou des unités plus petits, échappant souvent à des chaînes de commandement bien définies, ont tendance à être plus aléatoires ou à se transformer en des formes d'extorsion arbitraires. Bien que certaines taxes, notamment celles prélevées auprès des commerçants, puissent être négociées avec les groupes armés, cela nécessite d'autres paiements tels que des contributions en nourriture ou en alcool. Le NDC-Rénové prélève 5 000 francs congolais pour avoir le droit de vendre sur les marchés locaux, jusqu'à 200 000 pour déclarer un vol qui sera poursuivi, 45 000 pour les gros acheteurs de produits agricoles qui font du commerce avec Goma et entre 10 et 20 dollars américains pour faire passer un camion aux principaux barrages routiers. Les groupes Nyatura comme la CMC exigent souvent, en plus de leurs taxes mensuelles, des contributions alimentaires, telles que X kilogrammes par unité (ex. sacs) de récoltes alimentaires. La CMC a instauré à plusieurs reprises des taxes spéciales temporaires contribuant

à des projets d'infrastructure tels que la construction de ponts et d'écoles dans son fief de Bukombo.

Au-delà de l'argent et des biens, les groupes armés taxent également le temps et le travail. Dans le cadre du « salongo », les populations civiles doivent nettoyer, aider à la construction de camps militaires ou consacrer une portion de leur temps de travail agricole, par exemple un jour précis par semaine, à la production pour les groupes armés. Comme pour les jetons, ces pratiques sont monnaie courante parmi les différents groupes armés à Bashali et Bwito. Il est possible de se soustraire du « salongo » mais cela nécessite un paiement compensatoire allant de 20 à 30 dollars américains. Une autre taxe spécifique qui se rattache au concept de « salongo » concerne les taxis-motos en circulation dans les zones contrôlées par les groupes armés. Que ce soit dans le cadre d'opérations ou d'autres mouvements de troupes, ils sont souvent obligés de transporter gratuitement des combattants (une pratique également courante parmi les troupes gouvernementales). Si les prêtres, infirmières et enseignantes sont souvent exemptés du « salongo », d'autres sont confrontés à la répression lorsqu'ils tentent de se dérober, allant des menaces à la torture et au paiement de lourdes amendes.

Le rôle et le devenir des interventions extérieures

Les efforts de stabilisation sont confrontés à des défis de taille dans un contexte dynamique de conflit prolongé et de changements importants dans la situation sécuritaire de Bashali et Bwito. Dans cette section, nous évaluons la perception des interventions extérieures par les populations de Bashali et de Bwito, et la manière dont des programmes spécifiques, tels que la promotion des femmes et des jeunes ou le soutien au dialogue et à la médiation, peuvent favoriser la stabilité et la sécurité. La section présente également les limites de la stabilisation dans les zones caractérisées par une forte volatilité et une mobilisation accrue.

5.1 « Il faut éviter de donner de l'eau à ceux qui n'ont pas soif »

En dépit des efforts et programmes mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de stabilisation (ISSSS) à Kitchanga et dans ses environs, les recherches de terrain font clairement ressortir que les efforts de stabilisation sont critiqués et ont besoin d'être améliorés. De nombreux interlocuteurs, quel que soit leur âge, sexe ou origine ethnique, affirment qu'ils n'ont pas connaissance de projets de stabilisation en cours, ou qu'ils doutent que ces projets aient un impact positif sur le terrain. Le sentiment de non-implication est généralisé parmi ceux qui questionnent l'utilité de la stabilisation. Il reflète à la fois des

suspensions vis-à-vis des interventions extérieures et une frustration vis-à-vis des élites locales :

Selon moi, un bon projet de stabilisation devrait être élaboré de concert avec les populations concernées. Nous ignorons souvent quand et où ces projets commencent et se terminent.

J'entends les gens parler de l'ISSSS, mais je ne constate toujours pas d'impact positif. Ils devraient consulter les populations afin de rendre ces projets plus efficaces.

Les projets de stabilisation profitent surtout aux élites locales, leur procurant des fonds, et ont un penchant pour les bénéficiaires proches du pouvoir coutumier local.

D'autres ne sont tout simplement pas familiers avec le concept de stabilisation. Lors des entretiens, plusieurs interlocuteurs ont demandé ce qu'était la stabilisation, ou ont répondu d'emblée qu'aucun projet de stabilisation n'avait jamais été réalisé dans leur région, mais qu'ils seraient favorables à un tel projet à condition qu'il soit précédé d'une recherche approfondie et participative. Tel est le cas de Bishusha, Katsiru, Bweru et d'autres localités. Par ailleurs, d'autres interlocuteurs sont conscients des efforts de stabilisation en cours mais estiment qu'ils sont inutiles ou mal conçus :

Un bon projet de stabilisation se doit d'impliquer les communautés locales, les groupes armés et les autorités locales, puisque tous ces derniers sont censés être des bénéficiaires d'une manière ou d'une autre.

Les projets exécutés au nom de la stabilisation n'ont eu aucun impact, car les groupes armés sont en recrudescence. Ces projets devraient tenir compte des réalités locales.

Oui, j'ai même participé à certains ateliers de l'ISSSS, mais je ne comprends pas le but qu'ils poursuivent. Ils n'ont que peu de résultats et les groupes armés ne cessent de se multiplier. Les bons projets doivent être élaborés sur les lieux où ils cherchent à avoir un impact, et non pas être importés d'ailleurs.

Cependant, quelques personnes reconnaissent l'existence et le but des activités de l'ISSSS, et certaines attribuent même un espoir de succès à certaines initiatives. Il n'est pas surprenant que, comme pour l'action humanitaire

(Brabant et Vogel 2014), le jugement local sur les projets externes soit souvent pertinent, critique et réfléchi. Néanmoins, il arrive aussi souvent que ce jugement se mélange à des sentiments de partialité, car de nombreuses opinions exigent une approche plus équitable et plus indiscriminatoire dans la programmation de l'ISSSS :

Ces initiatives ne doivent pas être politisées ou viser une seule partie au conflit.

Les experts de l'ISSSS n'ont rencontré que des personnes d'une seule lignée dans notre communauté, et les programmes qui ont suivi n'ont pris en compte que des intérêts particuliers, ce qui est très déplorable.

La conception et la mise en œuvre des projets de l'ISSSS se sont inscrites dans une logique contraire aux intérêts des bénéficiaires et se sont surtout orientées vers des intérêts particuliers.

Il semble que d'autres encore confondent les activités de l'ISSSS avec un travail de développement plus large, ou considèrent la stabilisation uniquement comme une composante du mandat de la MONUSCO, qui consiste à protéger les civils et aider l'État à rétablir son autorité, ce qui semble avoir échoué selon les personnes interrogées, en particulier dans la région de Bwito :

Les projets de stabilisation ont permis de construire des moulins, contribué au reboisement, initié l'élevage de poules et de moutons, construit des salons de coiffure, mais ils ne décident pas du choix des jeunes de devenir ou non membres de groupes armés.

Aucun projet de stabilisation n'a jamais été réalisé ici, mais récemment, nous avons reçu des semences de patates douces et de choux, ce qui a été très utile pour la communauté.

Tout au long de l'année 2018, la MONUSCO ne s'est présentée qu'une seule fois ici.

Les visites de la MONUSCO sont si rares et aléatoires que de nombreuses personnes la soupçonnent d'être à la recherche de ressources naturelles (« chercheurs de bornes »).

Ainsi, plutôt que de contester l'existence de la stratégie de stabilisation, ces témoignages font globalement plutôt état d'un manque de sensibilisation et d'appropriation locale des programmes liés à l'ISSSS. En général, les

interlocuteurs estiment que la stabilisation doit être exécutée de manière à impliquer toutes les parties prenantes et les communautés du milieu concerné, y compris la société civile et les mouvements des jeunes. La section suivante porte ainsi sur le rôle des jeunes et des femmes dans les conflits et la stabilisation.

5.2 Les jeunes et des femmes dans les conflits et la stabilisation

Les priorités de l'ISSSS soulignent que la promotion du rôle des jeunes et des femmes est à la fois une priorité essentielle pour les efforts de stabilisation et un atout crucial pour instaurer la paix à Bashali et Bwito. Pour mieux orienter les projets dans ce sens, le rôle des jeunes et des femmes est toutefois un aspect capital. Leur rôle dans les conflits violents est parfois ambivalent, combinant à la fois le rôle d'acteur et de victime. À titre d'exemple, si la plupart des acteurs armés sont des hommes à l'Est de la RDC, il existe des cas évidents de femmes associées à des milices.

Le NDC-Rénové compte plusieurs femmes dans ses rangs. Le chef d'escorte du dirigeant du groupe, Guidon Shimiray, est une femme. Au sein de la CMC, des femmes sont affectées à des fonctions auxiliaires telles que l'approvisionnement en nourriture. Certaines commerçantes collaborent aux efforts économiques du mouvement, partageant le butin provenant des économies locales de guerre. D'autres encore collaborent avec la milice pour régler des comptes à titre privé, phénomène répandu à l'Est de la RDC, impliquant à la fois des groupes armés et des unités de l'armée régulière (Verweijen 2013). Une affaire de divorce par exemple a incité une femme à développer une relation avec un officier du NDC-Rénové et à convaincre ce dernier d'arrêter son ex-mari pour détention d'armes.

Néanmoins, bien que les femmes s'engagent parfois dans des groupes armés, elles sont plus souvent victimes d'abus, notamment de violences sexuelles et de mariages forcés. Cependant, les violences basées sur le genre ne concernent pas uniquement les groupes armés. Si le constat ne peut être

généralisé, certaines unités des FARDC font l'objet d'accusations spécifiques de violations des droits de l'homme. Les femmes dans les services de sécurité, au même titre que les hommes, ne sont pas forcément animées d'une approche totalement impartiale et professionnelle vis-à-vis de la population. À ce titre, il convient de mentionner l'exemple de l'ancienne commandante de l'unité de police anti-VBG autour de Kitchanga. Elle a l'habitude de construire des plaintes et de vendre son jugement au plus offrant. D'autre part, le rôle des organisations de jeunes et de femmes est susceptible de décupler les possibilités de consolidation de la paix. Néanmoins, parmi les personnes interrogées, quels que soient leur âge, leur communauté et leur sexe, les femmes ont globalement une réputation extrêmement positive en matière de résolution des conflits. Les futurs efforts de stabilisation devraient continuer à exploiter ces opportunités et approfondir leur engagement auprès des femmes.

5.3 Les obstacles aux efforts de paix et de stabilisation

Cette section retrace certains des principaux risques qui ressortent des observations et analyses précédentes, étant donné qu'ils sont intimement liés aux chances de succès des projets de stabilisation. Si les efforts de consolidation de la paix ont du mérite s'ils sont planifiés et exécutés de manière réfléchie, les dynamiques suivantes peuvent anéantir les efforts et nécessitent ainsi une attention particulière dans la programmation spécifique.

Le manque de justice et l'impunité qui en résulte constituent un premier problème majeur. Parmi ces problèmes, certains sont liés à des systèmes d'extorsion enracinés pratiqués par des agents de l'ordre locaux en poste depuis de nombreuses années, ce qui a poussé un interlocuteur à demander si les policiers « étaient aussi des autorités coutumières ». Certains agents de la police et des services de renseignement sont en poste depuis une décennie et sont régulièrement accusés de participer à des réseaux d'embuscades et de vols, notamment des raids sur le bétail connus localement sous le nom de *abashishura*. Il semblerait que des agents de la police et des renseignements inventent fréquemment des infractions afin d'extorquer les présumés coupables.

Ce phénomène concerne également les institutions chargées de l'application de la loi et la justice. Les personnes détenues pour des délits signalent souvent qu'elles doivent payer des pots-de-vin pour avoir droit à un procès et certaines unités de police, comme partout ailleurs dans le pays, emploient des mécanismes d'extorsion organisés. La police de circulation routière en est un exemple classique, mais des commandants d'autres branches de la PNC ont également été dénoncés pour leur implication dans des rackets, embuscades et meurtres commandités. Il est également reproché à d'autres de ne traiter que les cas impliquant les autres communautés et de ne pas s'occuper des accusations portées contre leurs proches dans le domaine privé, en trouvant des solutions à l'amiable.

Si certaines personnes au sein des institutions gouvernementales perpétuent l'impunité, il est aussi probable qu'elles participent activement aux abus. Si la police a pour habitude de commettre des vols au lieu de pourchasser les voleurs, certains agents de renseignement élargissent leur mandat en considérant que les questions d'ordre public relèvent de leur compétence. De même, certaines unités de l'armée ont la réputation de jouer un rôle ambivalent dans la sécurité au cours de leurs opérations. Comme dans d'autres régions de l'Est de la RDC, les opérations des FARDC à Bashali et Bwito se soldent souvent par des violations des droits de l'homme, perpétrées tant par les troupes ennemies que par des éléments indisciplinés au sein de l'armée. Le déploiement de certaines unités entre Kitchanga et Bishusha, par exemple, serait en partie à l'origine d'une forte augmentation des abus dans des villages soupçonnés d'être partisans de groupes armés tels que la CMC.

Le caractère fragile et contesté de l'accès à la terre et du pouvoir coutumier constitue également un défi. La population locale déplore le fait que les chefs coutumiers statuaient auparavant sur la base de preuves et de documentation des revendications, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, où les parties revendicatrices et plaignantes s'affrontent. Si les inégalités au niveau de l'application de la justice et des règles coutumières (souvent assujetties à des versements de pots-de-vin) ne représentent qu'un problème parmi d'autres, la concurrence pour l'autorité coutumière entre Bashali et Bwito demeure l'une des principales sources de conflit. La gouvernance coutumière est indispensable pour assurer la répartition et l'accès à la terre, mais aussi

pour servir de médiateur en cas de conflit. Cependant, dans au moins sept groupements (unités administratives sous-territoriales) autour de Kitchanga, principalement du côté de Bwito, les chefs locaux se trouvent en exil ou ont été tués. D'autres personnes jouant un rôle social important, notamment les enseignants, ont également été victimes d'exécutions ciblées. En plusieurs endroits, les dirigeants des groupes armés se sont imposés comme chefs ou détiennent le pouvoir de facto par l'intermédiaire d'un chef qui leur est subordonné. C'est le cas dans de nombreuses zones contrôlées par NDC-Rénové.

La présence des groupes armés a entraîné des changements de gouvernance plus significatifs pour les populations des Kivus en général. Toutefois, les spécificités varient en fonction du contexte, comme on peut le constater dans l'exemple de Bashali et Bwito. L'arrivée du NDC-Rénové a transformé la région en théâtre de guerre par procuration, conduisant non seulement à un affaiblissement temporaire des FDLR (jadis parrains de l'ordre public de la zone) mais aussi à une situation où des unités de l'armée coexistent avec un belligérant et le soutiennent contre d'autres. L'ordre est donc en grande partie assuré et imposé par le NDC-Rénové dans ses zones d'influence, que les autorités étatiques ou les unités des FARDC soient présentes ou non. Les litiges sont souvent tranchés contre le paiement de *pombe ya comanda* (bières pour le commandant local), dont les sommes sont souvent importantes et exigées pour des droits tels que l'accès aux champs.

Les autorités locales, notamment la PNC, continuent de s'occuper officiellement des infractions mineures, mais ne peuvent se permettre d'agir contre la volonté du NDC-Rénové. Il est arrivé à plusieurs reprises que les autorités étatiques quittent les lieux à l'arrivée d'un groupe armé. S'il est vrai que le NDC-Rénové aussi bien que ses ennemis tels que la CMC, l'APCLS et les FDLR sont réputés pour les amendes imposées aux civils et la partialité de leurs jugements, cette pratique se fait avec une approbation tacite pour ce qui est du NDC-Rénové. Non seulement les FARDC n'ont jamais entrepris d'opérations contre Guidon Shimiray depuis son arrivée à Bashali et Bwito, elles ne sont pas non plus intervenues pour mettre fin aux abus des droits de l'homme commis par le NDC-Rénové, notamment dans deux cas récents survenus en novembre 2019. Cette situation à laquelle s'ajoutent les modèles de déploiement des FARDC dans la région, a suscité de nombreuses

questions au sein de la population locale. De nombreux officiers issus de rébellions telles que le RCD et le CNDP (dont certains ont des antécédents de coopération militaire ou économique avec le NDC, voir plus haut) sont actuellement déployés à Bashali, Bwito et dans ses environs, et les rapports confidentiels de l'ONU et d'autres enquêtes illustrent, au-delà de tout doute raisonnable, le fait que le NDC-Rénové est soutenu, approvisionné et a toute latitude pour agir en tant que mandataire dans la lutte contre les FDLR et ses alliés. Bien que la campagne du NDC-Rénové ne soit pas intimement liée aux problèmes historiques de Bashali et Bwito, elle semble avoir un impact sur la gouvernance locale et coutumière de ces jours.

Étant fortement touchées par des conflits violents ainsi que par une multitude de groupes armés dont les alliances et les scissions sont fréquentes et imprévisibles, les chefferies de Bashali et de Bwito sont néanmoins identifiées comme des zones prioritaires de la stratégie de stabilisation (ISSSS).

Bien que le NDC-Rénové soit désormais la principale force armée dans cette zone en 2019 et 2020, en partie grâce à son accord avec l'armée congolaise, la situation reste volatile et l'alliance entre Guidon Shimiray et les FARDC a succombé aux tensions en mi-2020. La justice militaire congolaise a émis officiellement un mandat d'arrêt contre le chef du groupe, bien que Guidon et d'autres dirigeants du NDC-Rénové se réunissaient régulièrement avec des officiers FARDC pour des réunions avant que le NDC-R s'éclate en mi-2020. Depuis – suite aux turbulences qui opposait les deux factions NDC-R pendant le reste de 2020 – des indications existent que la faction anti-Guidon, menée par Gilbert Bwira et Mapenzi Likuhe, aurait continué ce modus operandi avec certains officiers de l'armée.

Cependant, si la dynamique actuelle du conflit est particulière étant donné le scénario prévalent de guerre par procuration combiné avec l'affaiblissement des FDLR, parrains de la mobilisation armée pendant plus de deux décennies de guerres dans l'Est du pays, une multitude de dynamiques de conflit plus anciennes persistent. L'insécurité à Bashali et Bwito demeure fortement liée aux tensions latentes autour du foncier et du pouvoir coutumier, enracinant la méfiance au sein et entre les communautés.

Si les relations entre les communautés ne sont pas soumises à une forme intrinsèque de haine ethnique ; ces clivages sont, comme lors des précédents cycles de conflit, souvent manipulés avec habileté par des élites locales et provinciales malintentionnées. L'avenir des conflits fonciers, identitaires et coutumiers, y compris les tensions autour des concessions et la situation des personnes déplacées, est un aspect essentiel qui reste à ce jour non-résolu, en partie en raison de l'établissement d'un ordre militaire et politique marqué par la violence armée. Contrairement aux FDLR et leur longévité (y compris sa branche dissidente du CNRD et ses alliés Nyatura) et dont l'implication dans les affaires politiques et coutumières fait partie d'une stratégie de domination au sens large, et qui continuent de le faire dans la région de Bwito, le NDC-Rénové ne semble pas vouloir se mêler de ces questions depuis son arrivée dans la région de Bashali. Il semble plutôt, à l'heure actuelle, que son intérêt immédiat réside dans la cooptation aléatoire de toute autorité locale.

Il est ainsi nécessaire de tenir compte de la complexité du conflit dans les efforts de paix, tout en gardant à l'esprit les changements contemporains en matière de gouvernance, d'autorité et de violence qui affectent également la stabilité de la région. Il s'agit non seulement d'écouter les communautés, mais aussi de se rapprocher des protagonistes du conflit, y compris les groupes armés, afin de mieux comprendre les liens entre la politique armée et l'insécurité locale et de mesurer l'ampleur du conflit, d'autant plus que les « conflits locaux » sont rarement de nature purement locale.

Enfin, pour réduire la violence à Bashali et Bwito, il faudra également que les autorités étatiques et coutumières assument leurs responsabilités et que la lutte contre l'impunité et contre les abus de pouvoir soit renforcée. Ces défis ne peuvent et ne doivent pas être résolus uniquement par une intervention extérieure, mais nécessitent une adhésion aux niveaux local, provincial et national.

- Brabant, Justine and Vogel, Christoph (2014): *In their Eyes. The perception of aid and humanitarian workers by irregular combatants in the Democratic Republic of Congo*. London, INSO.
- Cercle de Concertation (2019): *Les acteurs armés non-étatiques et les chaînes de valeur agricole. Etude sur Bashali et Bwito, Nord-Kivu*. Unpublished report, Geneva Call.
- Congo Research Group (2020): *For the army, with the army, like the army. The Rise of Guidon Shimiray and the NDC-Rénové in the Eastern Congo*. New York University, New York.
- Jackson, Stephen (2007): *Of "Doubtful Nationality": Political Manipulation of Citizenship in the DR Congo*. *Citizenship Studies* 11(5): 481–500.
- Life and Peace Institute (2014): *Pour que les Bashali fument le calumet de la paix*. LPI, Bukavu.
- Mathys, Gillian (2017): *Bringing History back in: Past, present, and conflict in Rwanda and the eastern Democratic Republic of Congo*. *Journal of African History* 58(3): 465–487.
- Mathys, Gillian and Buescher, Karen (2018): *Urbanizing Kitchanga: spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, Eastern Congo*. *Journal of Eastern African Studies* 12(2): 232–253.
- Stearns, Jason (2010): *Dancing in the Glory of Monsters. The Collapse of the Congo and the Great African War*. Public Affairs, New York.
- Stearns, Jason (2013): *PARECO. Land, local strongmen and the roots of militia politics in North Kivu*. Rift Valley Institute, London.
- United Nations (2017): *Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo, S/2017/672. Rev1*. United Nations Security Council, New York.
- Verweijen, Judith (2013): *Military business and the business of the military in the Kivus*. *Review of African Political Economy* 40(135): 67–82.
- Vlassenroot, Koen; Mudinga, Emery; Musamba, Josaphat (2020): *Navigating social spaces: armed mobilization and circular return in eastern DR Congo*. *Journal of Refugee Studies*, forthcoming.
- Vogel, Christoph (2014): *Contested Statehood, Security Dilemmas and Militia Politics. The Rise and Transformation of Raia Mutomboki in Eastern DRC*. *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2013/2014*: 299–324.
- Vogel, Christoph and Musamba, Josaphat (2016): *Recycling Rebels? Demobilization in the Congo*. Rift Valley Institute, London.
- Vogel, Christoph and Stearns, Jason (2018): *Kivu's Intractable Security Conundrum, revisited*. *African Affairs* 117(469): 695–707.

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

